

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

17/10/2024

La dette n'est pas la nôtre c'est aux capitalistes de payer

Le budget d'austérité présenté à l'Assemblée Nationale annonce la couleur, avec au programme des attaques brutales sur la sécu, les services publics, le temps de travail, la suppression de jours fériés... Chacun à sa façon, de droite ou de gauche Renaissance, Modem, LR, Socialistes, Rassemblement National.... tous insistent lourdement sur les « sacrifices » indispensables que le peuple doit faire. Tous ces partis sont au service du capital. Amendée au Parlement, la facture pour les travailleurs sera lourde, les premières annonces donnent le ton. Au cœur des milliards d'économie annoncés : des attaques violentes contre les travailleurs, la jeunesse, les retraités, les précaires. Le gouvernement se garde d'appliquer son austérité à l'armée, la police, aux aides des entreprises.

Au nom de la « dette », tout est tiré vers le bas: les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités, les salariés privés d'emploi... Pour accroître le taux de profit du capital le gouvernement et le patronat veulent aller beaucoup plus loin, beaucoup plus vite dans la destruction des conquêtes sociales restant encore dans la loi et le code du travail. Le projet « *d'allocation sociale unique* » fusionnant le RSA, les allocations chômage ou les APL, permettrait de plafonner le montant des aides sociales reçues et de les conditionner à des heures d'activité pratiquement gratuite.

Si Barnier met en avant une soi-disant contribution exceptionnelle et temporaire sur les riches c'est pour rendre acceptable une offensive austéritaire qui frappera avant tout les travailleurs et les classes populaires.

Ce budget 2025 va dégrader considérablement notre quotidien en piétinant une multitude de nos droits, fragilisant encore davantage les services publics, accroissant le chômage et augmentant le coût de la vie, il doit être impérativement combattu. Quelques mesures :

*Passage de la TVA sur les abonnements au gaz et à l'électricité de 5,5% à 20% au 1^{er} février 2025 permettra à l'État de récupérer 6,8 milliards pour l'année 2025.

*Gel des pensions de retraite pour près de 4 milliards d'économies, pas de revalorisation des pensions sur l'inflation. Les mesures deviendraient pérennes!

*Outre-Mer: le budget 2025 prévoit une baisse de 10% de l'enveloppe allouée aux territoires dits d'Outre-Mer -300 millions. Un nouveau coup dans l'austérité pour ces territoires déjà marqués par la vie chère et la misère sociale.

*L'austérité brutale touchera la sécurité sociale particulièrement visée pour sa privatisation: 15 milliards d'euros de coupe avec baisse des indemnités d'arrêts maladie, baisse du remboursement de la consultation médicale pour 1,5 milliard, coup de rabot sur les indemnités journalières, contrôle des arrêts maladie... Les travailleurs vont être les premiers à subir de plein fouet ces mesures.

*L'austérité s'annonce particulièrement brutale pour l'éducation nationale avec la suppression de 4.000 postes d'enseignants. Une offensive violente qui marque un saut dans les attaques contre l'école publique. Le rapport de l'inspection générale des finances préconise la suppression de 1.600 classes, soit une école primaire sur 25 et 1 collèges sur 33 alors que les classes en France sont les plus chargées de l'Union Européenne.

*Les nouvelles coupes budgétaires pour les universités vont approfondir la casse de l'université publique, la précarisation des étudiants et le délabrement des établissements. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche (ESR), Patrick Hetzel a présenté son budget qui « *a la double exigence de préparer l'avenir tout en contribuant à la maîtrise des finances publiques* » dit-il. Un discours poursuivant la destruction de l'université publique. Avec une augmentation du budget de 0,65% pour l'année 2025 c'est bien en dessous du taux d'inflation s'ajoutant au gel des deux tiers des crédits prévus par la loi de programmation de la recherche (LPR) : - 400 millions d'euros. Les aides directes aux étudiants vont baisser de 4,52%. Aucun moyen

alloué à la modernisation, la réhabilitation et à la construction des logements étudiants, ce poste budgétaire se voit amputer de près de 2%.

*Coupes dans les budgets des collectivités locales à hauteur d'un total de 50 milliards dont la suppression de 100.000 postes et de crédits.

Nous sommes tous confrontés aux hôpitaux et aux écoles qui manquent de moyens, aux EHPAD, aux crèches, aux transports publics saturés: faisons cesser ces reculs. A l'heure où les licenciements se multiplient, construisons le rapport de forces contre le patronat, sa richesse n'est que le produit de notre travail !

Les capitalistes pillent les caisses publiques de plus de 200 milliards. Ceci explique l'ampleur de la dette. L'État endette la France, les régions, les départements et les villes pour faire des cadeaux aux groupes capitalistes, arrose d'argent les grandes entreprises sous prétexte d'aide à investir, à décarboner... Face à ces menaces, nous sommes clairs: ce n'est pas aux travailleurs, aux classes populaires, à la jeunesse de payer cette dette. Les responsables de la crise ont un nom : le grand patronat et le système capitaliste ils doivent donc payer, cette dette n'est pas la nôtre, c'est celle des multinationales, c'est à eux de la rembourser. Dans le journal patronal « *les Echos* », l'Institut Montaigne ne cache pas les ambitions du gouvernement: profiter du fait que « *plus de huit Français sur dix (82 %) jugent « urgent » de réduire la dette publique* » pour taper encore plus fort.

Une fois de plus, c'est nous qui sommes mis à contribution pour renflouer les caisses de l'État, tandis que le patronat et les plus fortunés continuent de recevoir des milliards de subventions. Face aux offensives annoncées, il est urgent de préparer la riposte et de rompre avec la stratégie du dialogue social des directions syndicales. Il ne peut y avoir de terrain d'entente avec le gouvernement et le patronat. Plutôt que de rencontrer les ministres dont les organisations disent « *ne rien attendre* », elles doivent se mettre en ordre de bataille pour construire une réponse à la hauteur des attaques en articulant refus de l'austérité et revendications sociales urgentes.

C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera : pour nos revendications sociales, pour augmenter les salaires, abroger la réforme des retraites, la réforme de l'assurance chômage, défendre les services publics. C'est à ce prix que des avancées seront possibles. La lutte politique pour le changement de société et la débarrasser du capitalisme est incontournable afin que les travailleurs prennent le pouvoir en vue de diriger dans le sens des intérêts du peuple, de la nation et de la paix. Vous avez votre place avec nous pour mener ce combat.